

CABINET DE CECILE JODOGNE

Membre du Collège, chargée de la Fonction
publique et de la Politique de la Santé

Votre correspondant :
François BUYSE
02/517.12.16
fbuyse@gov.brussels

BELGIAN DISABILITY FORUM
Monsieur Pierre GYSELINCK
Président
Boulevard du Jardin Botanique, 50 bte 150
1000 Bruxelles

Bruxelles, le **13 OCT. 2016**

V/Réf. : 2016-07-26-UNCRPD-Recommandations
du Comité à la Belgique-OME

N/Réf. : CJ/PP/fb/A-9937/1609/D-**2618**

Objet : UNCRPD – Recommandations du Comité à la Belgique : état des lieux.

Monsieur le Président,

Suite à votre demande mentionnée en objet, je vous apporte les éléments suivants :

Concernant la recommandation n° 6, le Collège a adopté le 29 juin 2016 l'avant-projet de décret portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française.

Ce décret vise à tenir compte, lors de l'élaboration, de l'exécution et de l'évaluation des différentes politiques, des impacts que celles-ci pourraient avoir sur la situation des personnes handicapées.

Il concerne toutes les compétences exercées par les Membres du Collège, et a fait l'objet d'un avis de la section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé.

Ma collègue Céline Fremault, Ministre en charge des Personnes handicapées, pourra vous donner toutes les informations que vous souhaiteriez recevoir au sujet des dispositions prévues dans ce décret.

Concernant la recommandation n° 22, je porte à votre connaissance que des dispositifs spécifiques tels que rampes d'accès, portes adaptées, etc. sont présents afin d'assurer la l'accessibilité des bâtiments de la Commission communautaire française à tous les publics. Le personnel peut en outre bénéficier d'aménagements concernant les postes de travail.

Je vous informe par ailleurs que l'arrêté portant statut des fonctionnaires des services de la Commission communautaire française comporte des dispositions relatives à l'intégration des personnes handicapées.

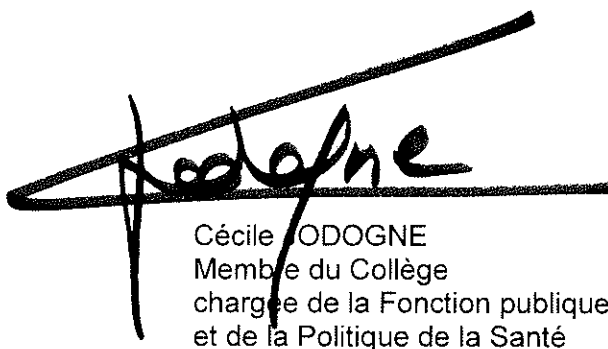
Parmi ces dispositions figure l'occupation d'au moins 5 % des emplois prévus au cadre organique par des personnes handicapées. Selon les informations dont je dispose, cet objectif est atteint.

Concernant la recommandation n° 29, l'accès aux soins de santé pour les personnes détenues en prison est, en tant que tel, une compétence fédérale. L'article 88 de la loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus du 12 janvier 2005 précise en effet que « *Le détenu a droit à des soins de santé qui sont équivalents aux soins dispensés dans la société libre et qui sont adaptés à ses besoins spécifiques* ».

Dans le cadre de mes compétences, certains services ambulatoires ou organismes de promotion de la santé peuvent toutefois intervenir en milieu carcéral. Le *décret du 09 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement* est applicable à toutes les matières relevant de la Commission communautaire française et donc à la politique de la Santé.

L'accessibilité à tous, sans aucune discrimination, est par ailleurs une condition d'agrément des services ambulatoires (décret du 05 mars 2009, art. 33, 4°).

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de mes salutations distinguées.



Cécile JODOGNE
Membre du Collège
chargée de la Fonction publique
et de la Politique de la Santé